

L'HUMAIN D'ABORD !



Janvier - Février 2012

Journal du secteur entreprises du PCF 63

RESPECT, DIGNITÉ, FIERTÉ



Cyril CINEUX

Secrétaire départemental
du PCF63

La crise des dettes publiques est devenue le prétexte pour s'attaquer aux droits sociaux, aux services publics, aux conditions de travail, aux salaires. Le gouvernement se met au garde à vous devant les marchés financiers et entend à coups de plans d'austérité faire payer la crise aux salarié(e)s.

La droite au pouvoir depuis 10 ans gouverne d'abord pour les banques et les actionnaires. Cette politique a vidé les caisses de l'Etat au bénéfice des plus riches, des marchés financiers et des spéculateurs. C'est aux salarié(e)s que l'on présente aujourd'hui la note d'années de dérèglementation, de libéralisation, d'exonération pour les plus riches, de précarisation.

Les luttes des derniers mois, Luminox, Acticall, T2C, Jacquet, ont démontré que les salarié(e)s, au-

delà des revendications propres à chaque conflit, entendaient être respecté(e)s. Ils et elles ont raison. Ils et elles peuvent être fier(e)s du combat mené.

Il n'est plus supportable que les salarié(e)s soient les variables d'ajustement du profit d'une minorité.

Il n'est plus supportable que l'on use et abuse des salarié(e)s pour augmenter sans cesse les taux de rentabilité.

Il n'est plus supportable que l'on considère des salarié(e)s qui luttent pour leurs conditions de travail, pour leurs salaires comme des «terroristes» dangereux pour la société, qui prendraient en «otages» les citoyens.

Les preneurs d'otages, ce sont les patrons qui ne veulent pas négocier, c'est le gouvernement qui refuse d'entendre les revendications de celles et ceux qui créent les richesses de ce pays.

Alors oui, la lutte est nécessaire. Pour gagner plus, il faut lutter plus. Pour être respecté, il faut **se faire respecter**.

Nous avons les moyens de le faire, nous sommes les plus nombreux. **Place au Peuple !**



MEETING DU FRONT DE GAUCHE
Avec Jean-Luc Mélenchon
Mercredi 14 mars à 20H - Clermont-Fd

WWW.PLACEAUPEUPLE2012.FR
ÉLECTIONS 2012 avec Jean-Luc MÉLENCHON



Si la Gauche revient au pouvoir en 2012
que doit-elle faire ...



... sur l'Europe ?

Sur quelles propositions la gauche doit elle axer une refonte démocratique profonde **qui remette l'humain au centre** des préoccupations et le citoyen au cœur des décisions Européennes ?

Alors que les institutions Européennes, à commencer par la Banque Centrale Européenne (BCE), roulent pour les marchés financiers, les spéculateurs et les grands groupes dont les profits explosent, quelles propositions doit formuler la gauche pour **rompre avec la politique actuelle de soumission aux marchés financiers** ?

La gauche ne devrait-elle pas **réorienter la BCE** (Banque Centrale Européenne) afin de permettre aux Etats d'emprunter à faible taux au lieu d'enrichir les gros actionnaires avec des taux d'intérêts exorbitants ?

La gauche ne devrait-elle pas proposer une réforme fiscale et du crédit pour soutenir l'économie réelle et les entreprises qui créent de l'emploi et qui sanctionnerait les entreprises, comme celles du CAC 40, qui réalisent des profits faramineux en pressurant les salariés et en développant la précarité ?

Pour une autre Europe, Le Front de Gauche propose :

L'Europe est au bord du gouffre. Il est temps d'écouter ceux qui avaient tiré la sonnette d'alarme dès 2005 en votant «Non» au traité de constitution. Il faut en finir avec les dogmes libéraux que le Traité de Lisbonne concentre.

- **Remplacer l'humain**, la démocratie et le progrès social **au cœur** de la construction européenne.
- **Remettre en cause le pacte pour l'Euro+** et mettre en place un Fond de développement social, écologique et solidaire européen.
- **Prendre l'initiative d'un nouveau traité** proposé par la France et adopté par Référendum.
- **Mettre fin à l'indépendance de la BCE** pour la placer sous le contrôle des instances démocratiques nationales et européennes.
- **Harmoniser, par le haut, la fiscalité et les droits sociaux.**
- **Exiger un audit citoyens des dettes publiques.**



Le pacte pour l'euro + : késako ?

C'est le pacte de l'oligarchie européenne contre les peuples. **Le pacte de ceux qui ont déclenché la crise**, l'aggravent chaque jour un peu plus et qui la font payer aux peuples. C'est un pas supplémentaire dans la constitutionnalisation des politiques d'austérité, de précarisation du travail, de destruction des services publics et de l'Etat social et solidaire. **Il s'apparente à une sorte de coup d'Etat** à froid des institutions européennes au seul service des puissances financières, sous couvert de lutte contre la crise. C'est ce que le peuple français avait rejeté en 2005 lors du référendum sur la TCE.



Augmenter les salaires

Pour sortir de la crise !

Des salariés qui se battent pour leurs salaires ? Oui, ils existent !

Jeudi 1er décembre, zone d'activité du Bois Joli à Cournon. Plusieurs dizaines d'employés sont rassemblés devant l'entrée de l'entreprise ACTICALL, un centre d'appel installé ici depuis janvier dernier. Le camion de la CGT est là pour mettre un peu d'ambiance et porter au micro les revendications des salariés à l'occasion d'une journée nationale de lutte dans les centres d'appels. Comme le souligne le titre de leur journal syndical, **les salariés ont en « Ras le casque » de souffrir au travail et d'être payé au « lance-pierre »**. La plupart des salariés d'ACTICALL gagnent moins de 1000 € par mois, subissent les temps partiels et sont invités à travailler les week-ends. Et ce n'est pas la modique augmentation de 22 € du SMIC de ces derniers jours qui changera quelque chose à la situation de ces salarié(e)s, mères de famille pour la plupart.

Le Front de Gauche propose d'augmenter le SMIC à 1700 €

Le salaire minimum a été conçu afin de permettre aux salariés de vivre dignement. Mais le SMIC n'a pas suivi les augmentations du coût de la vie. **Il n'est supérieur que de 120 € au seuil de pauvreté**. Entre 2007 et 2011, le salaire minimum a augmenté de 8,9 % alors que l'indice des prix augmentait de 7,3 %. **Le gain de pouvoir d'achat est quasi nul**.

Le gouvernement et certains sociaux démocrates osent trouver la proposition du SMIC à 1700 € irréaliste en la qualifiant de « faute économique ». Pourtant, **l'erreur est aujourd'hui de faire vivre des familles avec moins de 1000 €**. L'erreur est de vouloir taxer les plus pauvres tout en multipliant les cadeaux fiscaux, les allègements de cotisations des grandes entreprises.

La baisse du coût du travail a eu pour principales conséquences d'accroître la part du capital dans les richesses produites et de dynamiser les comptes de la protection sociale en asséchant les recettes. **La baisse des salaires ralentit et grippe la consommation et la croissance.**

Une proposition réaliste.

En 30 ans, la part des salaires dans la valeur ajoutée (somme des richesses créées en une année) a baissé de 9,5 %. 190 milliards d'euros par an sont donc passés des poches des salariés à celles des actionnaires. Placer le SMIC à 1700 euros représenterait une augmentation de 22 %. **En 1968, à l'époque, le SMIG avait été revalorisé de 35 % sans pour autant mettre le pays en faillite, la croissance du PIB avait bondi de 7%.**

L'augmentation du SMIC entrainera une hausse de l'ensemble des salaires.

De vrais salaires pour une vraie relance économique.

L'augmentation des salaires redonneraient de l'oxygène à la consommation en faisant repartir l'économie réelle et la croissance utile. Augmenter le SMIC et les bas salaires permettrait aux PME de remplir leurs carnets de commandes. **La France n'a jamais été aussi riche qu'aujourd'hui et cela malgré la crise. Il est plus que temps de partager ces richesses autrement !**

Une proposition économiquement juste et utile

Le MEDEF combat cette idée en argumentant sur la mort des TPE-PME. C'est une arnaque puisque ce sont les entreprises du CAC 40, donneuses d'ordre, qui font la loi sur les PME. Les grands groupes sont proportionnellement moins imposés que les PME. **TOTAL, avec ses 10 milliards de bénéfices a versé 0 € au titre de l'impôt sur les sociétés alors que les entreprises de moins de 9 salariés sont taxées à hauteur de 30%**. De l'argent il y en a, dans les grandes entreprises, chez les actionnaires. Ainsi **une fiscalité plus juste, taxant plus fortement le capital, permettrait de financer la hausse du SMIC et des salaires.**



Front uni
contre la vie chère

Augmenter
les salaires
pas les actionnaires

PCF FRONT DE GAUCHE

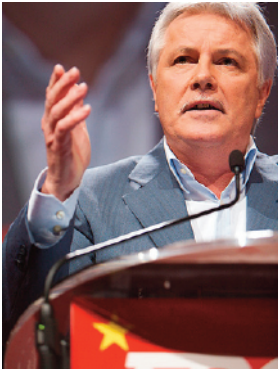
Avec la Pénalité de gauche mettons nos forces en commun

secteurentreprises.pcf63@orange.fr

34 rue des clos - Clermont-Ferrand

Tel : 04 73 24 14 17

FRONT DES LUTTES



Il n'y aura pas de changement sur le fond si le monde du travail ne se mobilise pas, il faut être unis dans la rue, mais si on ne l'est pas dans les urnes, c'est inutile. Les salariés seraient responsables de la crise ? Mais qui a vécu au-dessus de ses moyens, les salariés ou les patrons ? La politique peut quelque chose contre la crise si le monde du travail est capable de peser suffisamment. Ce front des luttes n'est pas quelque chose qui se substituerait ou s'adosserait aux syndicats, mais un réseau de mise en mouvement des militants syndicaux, associatifs impliqués dans les résistances, les luttes sociales et sociétales et les combats démocratiques. Il ne s'agit pas de s'en tenir aux appels de syndicalistes à voter pour la gauche, mais de donner des prolongements concrets dans la campagne du Front de gauche à l'action de ces militants syndicaux, en créant dans les entreprises des assemblées citoyennes et des collectifs Front de gauche. La démarche du Front de gauche est de fédérer, rassembler, débattre, élargir le rapport de forces, pour convaincre de la nécessité de se mobiliser, et de l'utilité du vote en faveur du Front de gauche. »

Didier le Reste, co-initiateur du Front des Luttes

14 Février :

**Maison du Peuple - 18H
Clermont - Ferrand**

**RENCONTRE DEBAT
Avec :**

**Didier LE RESTE (CGT),
Yann COCHIN (SUD) et
Claude DEBONS (CGT, ex-
CFDT - FGTE)**

**Le Front de Gauche
propose :**

Le SMIC à 1700€

L'augmentation des salaires

**Les 35H sans annualisation
ni perte de salaire,**

**La retraite à 60 ans
à taux plein**

**L'interdiction des
licenciements boursiers**

- ☐ **Je rejoins le Front des Luttes !**
- ☐ **Je participe au financement de la campagne**
(chèque à l'ordre de ADF PCF)
- ☐ **Je m'engage, au sein du Front de Gauche
Je rejoins le Parti Communiste Français**

Nom : Prénom :
Tel : Portable :
Adresse :
Mail :

**Merci de retourner ce coupon à l'adresse suivante ou de le remettre à un militant communiste :
Fédération PCF du Puy de Dôme / 34 rue des clos - BP14 / 63018 Clermont-Ferrand cedex 2**

